

UNE HERMENEUTIQUE DE LA CORRUPTION POUR DES SOCIETES DE DON¹

SOME Kpèdomin Marc
CELAF-Institut / Abidjan
somemarc@yahoo.fr
72 46 97 14 (whatsApp)

Résumé

Le phénomène de la corruption est comme « un vieux ver dans le fruit » qui met à mal le développement durable et la promotion humaine en Afrique. En effet la corruption fragilise tous les domaines et fausse l'égalité et la justice entre les citoyens d'un même pays. C'est sous son emprise que des projets de développement n'aboutissent pas, que des Coups d'Etat sont perpétrés, que des besoins de base des populations restent insatisfaits. Aucun pays en Afrique n'échappe au phénomène de la corruption devenu une gangrène qui sape tout effort. Les différentes législations en Afrique considèrent que la corruption doit être combattue et les acteurs traqués, sanctionnés ou emprisonnés. Il y a comme un sentiment panafricain partagé de fait, que la corruption est blâmable. D'où l'intérêt de cette recherche documentaire pour comprendre ce qu'est réellement le phénomène de la corruption, impopulaire, décrié et qui néanmoins persiste partout en Afrique. La présente contribution en éthique sociale et politique questionne la perversion du don. Nous nous situons dans une démarche réflexive et de discernement en vue de comprendre la corruption de façon profonde : de quoi la corruption est-elle exactement la manifestation profonde ? Pour répondre à cette question, nous recourrons au philosophe américain Michael Walzer (1935) afin de comprendre d'abord sa nature, ensuite ses critères d'identification et enfin ce qu'elle pervertit profondément.

Mots-clés : Corruption, réciprocité, gratuité, solidarité, invendable, bien commun, sphères, droit, non marchand.

Abstract

The phenomenon of corruption is like "an old worm in the fruit" that

¹ Cette contribution est un aperçu succinct d'un livre en vue de vulgariser notre approche du phénomène de la corruption. Cf. SOME K. Marc, *Le phénomène de la corruption : une approche théologique. L'apport d'une anthropologie du don*, Ouagadougou, L'Harmattan, 2024, 507p.

undermines sustainable development and human promotion in Africa. Indeed, corruption weakens all areas and distorts equality and justice among the citizens of the same country. Under its influence development projects do not succeed, Coups d'Etat are perpetrated, the basic needs of the populations remain unsatisfied. No country in Africa escapes the phenomenon of corruption, which has become a gangrene that undermines all efforts. The various legislations in Africa consider that corruption must be fought and actors tracked, sanctioned or imprisoned. There is a pan-African feeling shared in fact, that corruption is blameworthy. Hence the interest of this documentary research to understand what the phenomenon of corruption really is, unpopular, decried and which nevertheless persists everywhere in Africa. This contribution in social and political ethics questions the perversion of the gift. We are in a reflective and discerning process in order to understand corruption in a profound way: what exactly is corruption the profound manifestation of? To answer this question, we will turn to the American philosopher Michael Walzer (1935) in order to understand first its nature, the criteria for its identification and finally what it profoundly perverts.

Keywords: *Corruption, reciprocity, gratuitousness, solidarity, unsaleable, common good, spheres, law, non-market.*

Introduction

Les acteurs de la lutte anti-corruption reconnaissent que le phénomène de la corruption est un « vieux vers dans le fruit » qui met à mal le développement en Afrique. Le constat est que les législations considèrent que la corruption doit être combattue et les auteurs traqués, sanctionnés ou emprisonnés. C'est ainsi que plusieurs Organisations dans le monde (ONU, ONUCCD, PNUD) se sont dotés d'instruments juridiques pour empêcher la corruption ou la réduire. Cela confirme que la corruption est un réel et durable problème pour les sociétés qui cherchent à s'en débarrasser sur le plan du droit. Cependant, force est de constater que de nombreuses conventions, lois, structures ou institutions existent et la question épineuse de la corruption se pose avec toujours plus d'acuité.

Le phénomène de la corruption est un défi majeur pour le développement et les citoyens parce qu'elle accroît les

inégalités et les injustices en dépit des textes de lois, des chartes de déontologie, des ateliers de formation, des séminaires, des enquêtes, des contrôles et des sanctions. Les conséquences en termes d'humanisation, de socialisation, de pauvreté et d'injustice éprouvée par les populations sont énormes. La corruption apparaît comme une pratique destructrice et budgétivore. Derrière le phénomène de la corruption se trouve la réalité de l'homme exploité, pillé, non respecté dans ses droits.

Nous sommes saisis par ce problème apparemment sans solution et qui met en cause des personnes et leurs actions, des institutions et la paix sociale dans plusieurs pays d'Afrique et plus particulièrement au Burkina Faso. Cette contribution s'appuie sur une analyse documentaire déjà faite à propos de la corruption telle qu'elle est perçue au Burkina Faso à travers des Rapports écrits par les acteurs étatiques (ASCE-LC, 2010 à 2017) et les acteurs de la société civile (REN-LAC, 2010 à 2017). Nous nous sommes intéressés aux moyens analytiques qu'ils mettent en œuvre et les efforts déployés pour lutter contre la corruption de 2010 à 2017. Les nombreuses activités de lutte contre la corruption depuis 2010 n'ont pas réussi à éliminer les pratiques de corruption qui font que celle-ci persiste. Les nombreux textes de lois, les décrets, les procédures ne suffisent pas à motiver les citoyens burkinabè. D'où notre interrogation : pourquoi la corruption persiste-t-elle malgré les dénonciations, les dispositions législatives, les contrôles, les audits, les exhortations et les sanctions ? Que se passe-t-il lorsque l'homme n'est plus capable de rendre service ou de donner gratuitement ? Qu'est-ce que la corruption pervertit en l'homme et dans la société obligeant les uns et les autres à la combattre ?

Il faut une réflexion fondamentale qui prenne en compte les données anthropologiques et morales du phénomène. C'est en explorateur que nous nous engageons pour découvrir ce qu'est réellement la corruption et démontrer comment elle pervertit certaines valeurs en Afrique. L'objectif de cette

communication est d'approfondir la compréhension du phénomène de la corruption en Afrique à partir du philosophe américain Michael Walzer (1935). Elle est guidée par l'hypothèse suivante : si certains combattent la corruption, c'est parce qu'elle détruit ou pervertit quelque chose en l'homme et dans la société. La vérification de cette hypothèse passe par une lecture du philosophe Walzer comme penseur de la corruption. Concrètement, après avoir défini la nature et présenté les critères d'identification de la corruption, l'analyse essaiera de dégager les valeurs morales perverties par la pratique de la corruption dans les sociétés africaines.

1. Nature de la corruption

Qu'est-ce que la corruption et comment l'identifier ? Répondre à cette question, c'est contribuer à une meilleure intelligence du phénomène de la corruption en Afrique. Il ne s'agit pas d'une simple définition mais une compréhension profonde de ce qu'est la corruption à travers un discernement philosophique en compagnie du philosophe américain Michael Walzer. Sa pensée s'inscrit dans une perspective de philosophie politique et de justice sociale qui intéresse notre requête. En distinguant ce que l'argent peut acheter et ce qu'il lui est interdit d'acheter, Walzer apparaît comme un penseur de la corruption.

1.1. La corruption sous le signe de l'inventable

Le philosophe américain a abordé la question de la corruption dans son œuvre intitulée *Spheres Of Justice*, traduite en français aux Editions du Seuil en 1997 sous le titre *Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité*. Nous nous intéressons à ce livre pour tenter de comprendre la corruption.

L'approche de la corruption sous le signe de l'inventable chez Walzer est à situer du côté des biens à distribuer et des biens marchands dans une nation. L'auteur soutient l'existence de

choses auxquelles les hommes ne veulent pas fixer un prix pour diverses raisons. Quel que soit la nation, dit-il, « il y a des choses qui ne peuvent pas être achetées et vendues » (M. Walzer, 1997, p. 145). Il y a donc corruption lorsqu'on s'engage dans des échanges interdits ou rejetés dans une société. L'idée sous-jacente est que tout dans une société ne peut être objet de transaction marchande. C'est pourquoi il faut respecter l'autonomie des sphères et refuser leur confusion. La corruption se comprend alors par rapport à des biens qui ne devraient sans aucun prétexte être vendus ou achetés dans une société donnée. Selon Walzer, c'est en cherchant à comprendre ce que signifie un bien déclaré non vendable dans une communauté politique que nous comprenons pourquoi il ne faut pas le vendre ni l'acheter (cf. M. Walzer, 1997, p. 130). La simonie et la prostitution sont deux exemples proposés par Walzer. C'est la signification de la charge ecclésiastique pour les chrétiens du Moyen-âge qui impose qu'elle ne soit pas vendue ou achetée. En effet cette charge était exclue de l'achat ou de la vente à qui possède de l'argent. Ainsi, la simonie est la corruption de la charge ecclésiastique par l'argent. Il en est de même pour la prostitution. Elle n'est pas acceptée au Moyen-âge à cause de la signification que les hommes de ce temps attribuent au corps de la personne humaine. La prostitution, c'est la perversion de la dignité humaine.

La corruption modifie la compréhension partagée sur un bien dans une société donnée par le « retournement » de sa signification. Walzer emploie le mot « conversion » pour qualifier cette action de retourner ce qui est communément admis en mal. La corruption entraîne un changement qui est socialement mal perçu parce qu'elle modifie la nature de ce qui est accepté par autre chose. En suivant le philosophe Walzer, il y a corruption quand « le processus de conversion viole la conception courante que l'on a des biens en question » (M. Walzer, 1997, p. 35-36). En effet un bien qui est converti en un

autre ou une sphère qui s'infiltrer dans une autre avec d'autres critères et principes peut entraîner la corruption. Walzer donne quelques exemples : le familial se fait militaire, le politique se fait religieux ou la culture se ramène à des loisirs (M. Walzer, 1997, p. 34). En fait, la conversion n'est possible que lorsqu'il existe un bien prédominant qui étend son pouvoir sur d'autres biens sociaux. L'exemple convaincant est l'argent : il y a corruption lorsque l'argent ne doit pas acheter une chose et que par son truchement cette chose est obtenue. Vendre son bébé pour de l'argent, c'est corrompre ce que signifie un être humain et fragile dans une société, c'est chosifier l'enfant. C'est aussi le sens de la parentalité qui est pervertie.

La corruption souvent définie comme une rétribution illicite, un détournement des devoirs, une malversation dans l'administration publique qui profite aux agents de l'Etat peut être complétée à partir de la réflexion du philosophe Walzer : « Nous pouvons aussi définir la corruption, et c'est plus fondamental, comme la re-qualification du non-achetable en achetable. Il y a réellement corruption quand on fait un don (en argent ou en nature) pour obtenir des choses qui ne devraient pas être achetées ni vendues » (M. Somé, 2022, p. 72). Les exemples sont nombreux : le vote, la justice, l'amour, le service public, la santé, etc. Ce qui est en jeu, c'est l'appauvrissement de la valeur de la chose corrompue. En monnayant n'importe quel service public, le fonctionnaire cesse de transmettre un don qui lui a été confié pour le bien-être de tous. La corruption est une perversion du don, une conception dévoyée du don, une altération de sa signification et de son importance anthropologique. Cette première approche nous conduit à approfondir les critères qui permettent de désigner ou de qualifier la corruption.

1.2. Identification de la corruption

L'essentiel des critères d'identification de la corruption se trouve au chapitre quatre du livre de Walzer intitulé « l'argent

et les marchandises ». La corruption d'après notre auteur se comprend à l'intérieur d'une communauté politique pour qui les biens sociaux ont une signification autour desquels certaines confusions sont interdites et limitées par le droit. Nous avons identifié quatre critères : une signification en commun, des sphères ou des frontières inviolables, l'existence d'un droit et le non-marchand.

- **L'existence d'une signification en commun**

Penseur de la corruption, Walzer enseigne que les communautés politiques ont des « significations en commun » (M. Walzer, 1997, p. 26) sur les biens sociaux à distribuer. Les distributions ou partages dépendent de la signification des biens. C'est par rapport à la signification des biens pour une société donnée que l'on qualifiera les répartitions de justes, d'injustes ou de corrompues. Il faut retenir que la corruption est toujours corruption d'une valeur ou d'un bien qu'une communauté tient pour important. Dans chaque société, il y a ce qui doit se vendre et ce qui ne peut pas se vendre tels que les emplois, l'éducation, le pouvoir, etc. Fondamentalement, le philosophe nous enseigne que la corruption est contraire à des dispositions communes, communautaires et elle dévalue les biens ou les valeurs.

Mais dans des sociétés de plus en plus plurielles, complexes, antagonistes et éprises de liberté, il devient difficile d'avoir des consensus, des significations en commun, des biens partagés d'où les incessants appels au dialogue, aux débats ou manifestations dans les rues. Cependant, il semble plus facile de déceler dans les sociétés traditionnelles des compréhensions partagées et stables. Dans ces sociétés, la gestation pour autrui contre de l'argent, par exemple, est inimaginable. Par contre, Michael J. Sandel, professeur de sciences politiques à l'université de Harvard, nous apprend que les Américains recourent à des mères porteuses indiennes contre 6250 dollars. Cette pratique serait légale en Inde et bien cotée par les couples

occidentaux (M. J. Sandel, 2014, p. 34). En fait, la compréhension partagée, basée uniquement sur la loi ou le vote de la majorité ou des seules autorités politiques, peut cacher des dérives morales qui sont la conséquence des incompréhensions partagées dans la société post-moderne. Cependant la constitution d'un pays peut être le condensé de la « compréhension partagée » de la majorité des votants. Ceci amène Walzer à affirmer que les significations en commun concernent davantage le monde social et les biens sociaux non régis par la loi du marché.

Malgré les incompréhensions et les désaccords, pour vivre ensemble, les citoyens devraient accepter qu'« il y a des choses que l'on ne peut jamais faire, même avec un accord démocratique » (Cf. B. Saintôt, 2020, p.29) parce qu'il y va de la signification de la dignité humaine qui interdit par exemple la marchandisation du corps humain. Selon le Jésuite Saintôt, les significations communes sont importantes parce que nous vivons dans « le monde commun » où il faut des valeurs fondamentales, « des interdits fondamentaux » (B. Saintôt, 2020, p. 29). En fait, c'est en fonction des valeurs fondamentales qu'une chose ou un bien est déclaré invendable. Sans un minimum partagé on tombe dans le relativisme libertaire où chacun fait ce qu'il veut. Retenons donc avec Walzer qu'il est nécessaire d'avoir une « signification en commun » pour faire la part des choses entre ce qui peut être vendu ou acheté et ce qui ne peut pas l'être. Il y a de ce fait des choses, des domaines ou des sphères à ne pas confondre.

- **La confusion des domaines**

La confusion des domaines est souvent rendue possible par l'intermédiaire de l'argent que Walzer qualifie d'intrus en dehors de la sphère du marché. Pour le philosophe, « l'argent n'est pas approprié dans la sphère des charges ecclésiastiques. C'est un intrus venu d'une autre sphère » (M. Walzer, 1997, p.

32). Walzer dénonce le fait que l'argent passe les frontières des sphères et s'impose là où il ne doit pas régner. Cette confusion des critères propres de distribution dans une société particulière entraîne la corruption parce que « les critères sont le plus souvent violés, les biens usurpés, les sphères envahies [...] » (M. Walzer, 1997, p. 32). En fait, la distinction des sphères est une préoccupation pour Walzer dans son projet philosophique et cela est très remarquable dès les premières pages de son livre (M. Walzer, voir Préface de la Nouvelle Edition, p. VII).

Nous avons bien compris que lorsqu'on change de sphère ou lorsqu'on quitte le libre-échange, l'argent n'a plus sa place. Par exemple, on ne peut pas faire des échanges avec l'argent dans la politique démocratique parce que les votes ne sont pas à négocier (Cf. M. Walzer, 1997, p. 48). Il y a corruption lorsque l'argent ou le marché intervient en politique et dans l'administration publique pour des intérêts privés. Afin d'éviter les confusions et les conversions de biens, Walzer propose de défendre les frontières des sphères en mettant des limites. Pour lui, il revient à l'État de réguler les structures pour éviter les conversions et les confusions. Il constate la confusion des sphères devenue une nouvelle forme de domination dans la société américaine. Cette confusion regrettable et presque systémique transforme « tout bien social en une marchandise » (M. Walzer, 1997, p. 175 ; Cf. M. J. Sandel, 2014, pp.33 et 37). Le marché régente fortement les modes de vie aux États-Unis si bien que presque tout peut être vendu et acheté ; d'où l'importance d'une législation.

- **L'existence d'un droit**

Pour le philosophe américain, l'existence d'un droit est un critère pour repérer la corruption dans les sociétés démocratiques. Cela apparaît chez lui notamment au chapitre quatre où il aborde la signification de l'argent et des marchandises échangées.

Dès le début de son livre, Walzer dénonce l'injustice sous plusieurs formes. Il fait remarquer que la charité est souvent une manière détournée d'acheter de l'influence et de l'estime. Or la richesse devrait servir pour aider ceux qui sont dans le besoin. Elle devrait faciliter la justice distributive. Mais Walzer constate qu'elle est utilisée pour manipuler les plus pauvres créant ainsi des situations d'inégalités et d'injustice. L'analyse des inégalités ouvre la réflexion sur deux champs : le droit et la morale. Les inégalités constatées dans les distributions des biens sociaux (éducation, santé, sécurité sociale et bien-être, emplois, travaux, etc.) lui donnent l'occasion de pointer d'abord un problème moral. Il désigne la malhonnêteté comme un problème moral sérieux dans les sociétés autour de l'argent. Ensuite, il présente le non-respect du droit comme ce qui accentue la malhonnêteté dans les sociétés. Pour lui, lorsque la justice règne, les citoyens n'aiment pas et n'acceptent pas certaines pratiques telles que la corruption, le vol, la violence (M. Walzer, 1997, p. 144). La malhonnêteté dans les affaires, dans les relations sociales est un mal qui appelle un sursaut afin de rétablir la justice par la restauration du droit ou de la loi. Il faut toutefois distinguer le mal ou l'inégalité qui provient d'un phénomène naturel de celui causé par l'homme. Lorsque l'inégalité est causée par un phénomène naturel, Walzer invite les citoyens à la compassion car c'est la réponse morale qui sied aux victimes. Mais il faut combattre « les agents des famines, comme ceux des agresseurs, des massacres ou des nettoyages ethniques » (M. Walzer, 1997, Préface, p. VI). Pour défaire ces œuvres de mort provoquées par l'homme, Walzer enseigne le combat qui passe par une action politique dont les contours sont présentés au chapitre 12 de *Sphères de justice*.

Ce qui est en jeu dans la dénonciation des injustices, c'est qu'il y a quelque chose que les pratiques injustes détruisent ou font perdre la valeur. Pour mieux comprendre les enjeux, Walzer prend en charge par la réflexion deux types d'injustice

récurrents : les pratiques sociales injustes et les distributions injustes. En fait, il n'en reste pas à la dénonciation sévère. Selon lui, les pratiques et les distributions injustes devraient permettre aux gouvernants d'opter pour une orientation politique qui les assume et les répare. Elles sont des problèmes pratiques qu'il faut traiter urgemment à partir du droit.

Walzer établit alors une liste « d'échanges prohibés » (M. Walzer, 1997, p. 149) aux États-Unis d'Amérique conformément au droit que certains citoyens négligent. Le fil rouge de sa pensée est que l'injustice règne car les citoyens pensent que tout peut être vendu et acheté, d'où les excès de tout genre. Or, le droit contient la réponse à ces inégalités et injustices. L'enjeu est que la domination de l'argent dans tous les domaines de la vie conduit à penser que tout peut être acheté ou vendu. Face à cette dérive morale et anthropologique, notre philosophe et anthropologue rappelle que tout ce qui relève du droit est interdit de vente ou d'achat. En effet, le droit limite le pouvoir de l'argent sur certains aspects essentiels de la vie de l'homme en société : le respect de la vie humaine, le pouvoir et l'influence politique (M. Walzer, 1997, p. 150) ; la justice pénale ; la liberté de parole, de presse, de religion, de réunion ; le mariage et les droits de procréation ; le droit de quitter la communauté politique ; les exemptions du service militaire ; les charges politiques ; les services publics de base ; les « échanges désespérés » ou les commerces de dernier recours (M. Walzer, 1997, p. 152) ; les prix et les honneurs privés et publics ; la grâce divine ; l'amour et l'amitié ; et les ventes criminelles (nourriture frelatée, meurtre, biens volés, etc.). Cette liste de treize éléments n'est pas définitive ni exhaustive. D'après Walzer, elle est sujette à une redéfinition permanente dans chaque société. Il y a corruption lorsque l'argent intervient pour acquérir ou influencer un quelconque de ses aspects. De plus, il y a corruption lorsque le citoyen vend ce que le droit accorde gratuitement. Mais Walzer ne va pas jusqu'au bout pour tirer les

conclusions. Il reste au niveau de la justice et de l'égalité. Or, il y a plus que l'injustice à dénoncer ; il manque les raisons profondes pour lesquelles il faut s'opposer à la vente ou à l'achat de ce que le droit donne. En réalité, c'est la personne humaine qui est attaquée ; c'est elle que certains veulent échanger contre de l'argent dans plusieurs cas.

Ce qui nous intéresse, c'est la manière dont les différents aspects essentiels de la vie sont obtenus par la corruption contre le droit. Les verbes « vendre » et « acheter » introduisent l'idée d'acquisition contre paiement ou à prix d'argent et l'idée de céder en échange d'argent. Il s'agit d'acquérir à coup d'argent ce que le droit accorde gratuitement. En fait, le droit accorde des dons gratuits que le don d'argent vient perturber. Non seulement le droit n'est pas respecté, c'est-à-dire que certains imposent à d'autres l'injustice, l'inégalité, mais aussi l'homme se trouve transformé si tôt qu'il a de l'argent (M. Walzer, 1997, p. 144).

A partir de ce que le droit accorde et interdit, il est possible d'identifier la corruption lorsque l'un quelconque des droits est acquis grâce à l'argent. Si Walzer enseigne qu'il existe des « échanges prohibés », son intention profonde est que tout n'est pas marché ou marchandable ; sa conviction est qu'il doit y avoir un espace pour le non-marchand.

- **Le non-marchand : principe pour comprendre la corruption**

Nombreuses sont les institutions qui hébergent l'injustice, l'inégalité voire la corruption dans la présentation de Walzer. Or, elles ont normalement pour rôle de réguler et de protéger les citoyens et le bien public. La corruption en particulier a des effets négatifs sur ces institutions en termes de crédibilité et d'efficacité. Elle contribue à la négation ou au non-respect de certains droits des citoyens pour de l'argent au cœur des institutions : le pouvoir politique, la santé, la sécurité,

l'éducation, etc. Walzer a expliqué que ce qui est déclaré, proclamé comme droit ne s'acquiert pas en principe à coup d'argent. Il existe des droits et des choses, insiste-t-il, qui doivent être mis hors du circuit de l'argent, de la vente et de l'achat. Il y a donc un espace non-marchand au cœur de toutes les institutions publiques parce qu'il existe des biens et des services qui sont invendables. Nous voulons justifier la nécessité du non-marchand tel qu'il apparaît chez Walzer et le présenter comme un principe pour comprendre les pratiques de corruption.

Dans *Sphères de justice*, Walzer situe le non-marchand dans les institutions sociales, politiques et économiques. Cet espace est nécessaire pour respecter la dignité humaine parce que l'homme n'est pas une marchandise et ne peut pas être rangé dans la sphère de l'argent ou du marchandable. Le respect de l'être humain concerne par exemple la liberté de parole, le droit de vote et tous les aspects énumérés à propos des « échanges prohibés » (M. Walzer, 1997, p. 149). Il y a corruption lorsque l'argent permet d'acheter le silence, les votes et tout document administratif non soumis à paiement. Ce sont des situations dans lesquelles Walzer fustige ce que la corruption détruit, abîme ou pervertit : le pouvoir politique, la justice pénale, les charges administratives, etc. Par exemple, le pouvoir politique est le lieu où la corruption ne devrait pas régner à cause de ce qu'il signifie pour les citoyens. Les raisons sont données par Walzer en ces termes : « C'est [le pouvoir politique] le moyen de régulation de toutes les recherches de biens, y compris de celle du pouvoir lui-même. C'est l'agent essentiel de la justice distributive : il garantit des limites au sein desquelles s'effectuent la répartition et le déploiement de tous biens sociaux » (M. Walzer, 1997, p. 391). Les dirigeants politiques sont les agents de la souveraineté nationale qui exercent de nombreuses fonctions officielles pour le bien-être et la sécurité de tous ainsi que le rapporte Walzer :

« Ils réglementent l'autorité parentale, assurent les

mariages civils, fixent les pensions alimentaires. Ils définissent la juridiction de l'école, et y rendent obligatoire la présence des enfants. Ils proclament et annulent les vacances publiques. Ils décident du mode de recrutement de l'armée. Ils sont garants de l'équité du service public et des examens professionnels. Ils bloquent les échanges illégitimes, redistribuent la richesse, facilitent l'organisation syndicale. Ils fixent la portée et le caractère de l'assistance communautaire. Ils acceptent et rejettent les candidats à la citoyenneté. Et en définitive, dans toutes leurs activités, ils restreignent leur propre pouvoir, ils se soumettent à des limites constitutionnelles. »

(M. Walzer, 1997, p. 392).

Pour toutes ces raisons, le pouvoir politique doit être tenu éloigné de l'argent et de la corruption. Lorsque le pouvoir d'État et ses dirigeants sont corrompus, le sens de l'autorité et du bien public se dégrade et on peut assister à des révoltes, des insurrections, des manifestations ou des coups d'états. L'expérience quotidienne montre souvent que certains dirigeants politiques sont corrompus et agissent comme les représentants de leur village, de leur famille, de leur ethnie ou clan. Il y a quatre éléments qui contribuent à corrompre le pouvoir d'État : le sexe, le sang, le talent et l'argent (M. Walzer, 1997, p. 392). Ces éléments passent par le canal du don sous sa modalité vénale et leurs effets accentuent l'intérêt privé et l'égoïsme des dirigeants. Ils font que le pouvoir se voit tout-puissant et transforme ses agents en « tyrans de plein droit » contre leurs propres compatriotes. Mais le plus fondamental, est que la corruption du pouvoir politique empêche les dirigeants de défendre les valeurs sociales, d'où, l'importance de limiter la convertibilité du pouvoir et de restreindre ses usages, de définir les transferts interdits. Cette limite est une nécessité parce que le

pouvoir a une signification sociale que la corruption pervertit. Walzer a proposé aussi une liste d'usages prohibés du pouvoir comme il l'a fait pour l'argent (M. Walzer, 1997, p. 393-395).

L'exemple du pouvoir politique, sa signification et les fonctions qui lui sont conférées, montre qu'il y a quelque chose de fondamental à ne pas toucher : le pouvoir politique relève du non-marchand et humanise l'homme. En fait, avec Walzer, on comprend que toutes les institutions visent l'humanisation de l'homme. Mais la corruption dépouille de toute signification les biens échangés, les structures, les institutions, les principes, les droits et les valeurs. Or une société humaine sans organisation et structures propres ne peut pas tenir ni exister. En outre, elle détourne les sphères distributives de leur fonction par le non-respect de l'organisation mise en place. Ensuite, les administrations sont envahies par l'esprit marchand pour faire circuler les services, les biens et les personnes. Sans être caricatural, on peut dire que la forme d'échange entre usagers et fonctionnaires est souvent marchande dans les pays où la digitalisation n'est pas encore une réalité. Le marché et l'esprit marchand colonisent la sphère de l'administration de sorte que ce qui devrait être obtenu gratuitement ou légalement ou de façon impartiale est vendu ou attribué contre de l'argent ou le sexe. Or, Walzer soutient qu'il y a corruption lorsqu'on passe d'une sphère à une autre avec des critères et des dispositifs inappropriés.

Walzer combat en réalité l'utilitarisme qui soutient le marché. La valorisation excessive du rapport marchand n'est qu'un élément de la vie en société que l'utilitarisme de Bentham (1748-1832) survalorise au détriment de la morale et du sens du devoir. En maintenant le principe selon lequel le marché n'a pas de morale et qu'il s'adapte à tout, l'utilitarisme a oublié que c'est l'homme qui est au centre du marché. Celui-ci est fait pour l'homme et non l'inverse. Cette idéologie conduit à des confusions et des inversions qui ne facilitent pas le vivre-

ensemble. Car il est dangereux de croire que tout ce qui est produit, en termes de services et de biens, a de la valeur et un prix. C'est pour répondre à l'utilitarisme que Walzer a montré qu'il y a des choses, des aspects de la vie humaine qui n'ont pas de prix ou qui ne devrait pas en avoir un. Contre l'idéologie utilitariste qui survalorise l'intérêt individuel, Walzer fait voir que la maximisation de l'intérêt individuel ne sert pas souvent l'intérêt général, le bonheur du plus grand nombre. On assiste plutôt à la corruption, à l'exploitation et au détournement.

Or l'espace non-marchand humanise parce qu'il est le lieu d'autres échanges : lieu d'amitié et de solidarité, lieu de respect et de reconnaissance de l'autre et de ce qui lui appartient ou lui revient en droit. Cet espace justifie la présence des associations et des organisations non gouvernementales. Par exemple, la lutte contre les injustices et la pauvreté qui amènent les citoyens à participer à des activités communautaires est un signe, selon Walzer, qu'il y a encore de la place pour une « relation de don » (M. Walzer, 1997, p. 391) dans nos sociétés.

Pour lui, il y a corruption lorsque les besoins socialement reconnus sont insatisfaits tandis que d'autres membres exploitent à des fins privées les richesses de la communauté : « Les hommes et les femmes qui s'approprient personnellement de vastes sommes d'argent, alors qu'il y a encore des besoins qui ne sont pas satisfaits, agissent comme des tyrans exerçant leur domination et détournant la distribution de la sécurité et du bien-être » (M. Walzer, 1997, p. 118). Il est donc inadmissible selon notre auteur que certains acceptent que d'autres membres meurent de faim ou de soif alors qu'il y a des moyens qu'ils détiennent.

La justice sociale que Walzer défend aboutit finalement au don gratuit, au non-marchand pour une société plus humaine. Il définit la relation de don comme « une sorte de politique : comme le vote, la pétition, la manifestation, le don est une manière de donner une signification concrète à l'union des

citoyens » (M. Walzer, 1997, p. 142). En d'autres termes, la relation de don permet de consolider les rapports entre citoyens et de garantir leur unité sans quoi il n'y a pas de politique et de pouvoir d'État acceptés par les citoyens. La relation de don contribue au bien-être social, met du baume dans les relations interpersonnelles et participe également à la lutte contre la domination de l'argent. Par le don, « personne ne possède ni ne contrôle les moyens de domination » ou encore par la relation de don, « aucun bien social ne sert de moyen de domination » (M. Walzer, 1997, p. 16).

Le non-marchand et le don chez Walzer nous font penser à la gratuité. Pourquoi ? L'essentiel pour Walzer, consiste à faire en sorte « que personne ne soit coupé de ce que [le marché] rend possible en raison de son statut inférieur ou de son manque de pouvoir politique » (M. Walzer, 1997, p. 174). En conséquence, il faut renforcer l'intégrité des sphères de distribution pour que l'argent règne uniquement dans la sphère du marché. Le fait de préserver certains domaines de la loi du marché renforce le sentiment d'appartenance à une communauté politique, à une culture, à une histoire. L'argent est hors-jeu dans tous ces domaines. Ce qui ne peut être vendu ou acheté est accordé, donné. Bref, la réponse de Walzer semble se limiter à l'institutionnel et à ce que prescrit le droit en démocratie. Mais à côté du droit, il émet la possibilité de distribuer autrement : « Chaque fois que nous bannissons l'usage de l'argent, nous établissons bien un droit – à savoir que ce droit particulier soit distribué d'une quelconque manière » (M. Walzer, 1997, p. 149). Cette autre manière de distribution est le don. Le non-marchand ou la gratuité doit s'exprimer dans/par les institutions. A l'exclusion de l'achat et de la vente de ce qui est non-marchand, toute autre manière légitime est acceptée pour répartir ou distribuer les biens et les services invendables.

Qu'est-ce que Walzer nous enseigne et que retenir ? La corruption consiste à acheter ou à vendre ce que la communauté politique a déclaré invendable ou non marchand. Les critères d'identification de la corruption prennent en compte la signification du bien et des services pour la communauté, la confusion et l'inversion des sphères et tous les aspects prohibés par le droit. Nous avons une philosophie sociale et politique qui s'attaque à la corruption d'un point de vue institutionnel. Mais elle nous situe aussi sur l'anthropologie sociale lorsqu'elle s'ouvre au don et au non-marchand. Nous avons appris auprès de Walzer ce qu'est la corruption et les mécanismes de production de la corruption dans les institutions démocratiques. Cependant, l'aspect institutionnel, communautaire cache la part et le rôle de l'individu. En quoi les individus sont concernés par cette analyse ?

Nous pensons que la responsabilité communautaire et individuelle sont inséparables. Mais la pratique de la corruption telle que comprise et analysée par Walzer affaiblit la responsabilité individuelle. S'il revient aux institutions de réguler les critères, les principes de distribution, c'est à l'individu qu'il revient aussi de se discipliner et d'agir selon la compréhension partagée des biens. L'agir de l'individu devrait refléter la vision de l'idéal de sa communauté comme précisé précédemment. On peut donc retenir que la corruption pose aussi un problème de discipline, de conduite ou d'éthique où le souci pour le bien d'autrui n'est pas pris en compte ; on assiste plutôt à l'indifférence. C'est ainsi que la corruption devient un problème moral pour les individus mais aussi pour la société. D'où la recherche d'une réponse à la question de départ : qu'est-ce que la corruption pervertit en l'homme et dans la société ? En d'autres termes, quels sont les enjeux moraux ? Nous faisons l'hypothèse que la corruption est principalement un problème de l'agir humain qui se ramifie dans les structures, les institutions et les relations interpersonnelles.

2. Ce que la corruption affaiblit ou détériore

La question des valeurs morales et éthiques se pose comme la panacée pour lutter contre le mal de la corruption. On parle de corruption comme un mal lorsqu'on brise quelque chose d'important en l'homme, en l'occurrence les valeurs morales (Cf. J.-F. Mattéi, 2018, p.114). Les valeurs morales affaiblies, détériorées ou perverties par les pratiques de corruption sont innombrables. Cependant nous retenons trois aspects qui montrent que le problème n'est pas le non-respect de la loi ou des contrats par des individus mais la désobéissance à l'injonction morale : faire le bien, éviter le mal. La corruption est une perversion du don auquel se rattachent des catégories anthropologiques au fondement du vivre-ensemble comme la gratuité, la solidarité, le service et la réciprocité. Le don ou sa promesse est le moyen par lequel une personne corrompt une autre la conduisant à agir contre sa conscience, le bien commun, sa dignité et sa liberté.

2.1. La corruption, une fausse réciprocité

Les pratiques de corruption permettent de manipuler la notion de réciprocité et de la réduire au donnant-donnant formel. Nous allons donc montrer que ces pratiques recourent à une réciprocité déviée contraire à la vocation humaine au don désintéressé.

Dans la corruption financière, la réciprocité se traduit par un échange ou une promesse d'argent contre l'accomplissement ou l'omission d'un acte. Nous sommes dans l'équivalence marchande où il n'est plus question de don ni de liens humains épanouissants. Il s'agit en général d'une sorte d'incitation financière, de manipulation pour inciter des gens à faire ce qu'ils ne devraient pas ou à s'abstenir de faire ce qu'ils ont le droit de faire dans le cadre de leurs fonctions. Nous

sommes dans un système de donnant-donnant qui fausse la réciprocité. Il faut quitter le donnant-donnant ou le contre-don exigé, calculateur pour mieux valoriser la vraie réciprocité. De fait, sortir de cette conception ce n'est pas quitter ou renoncer à toute forme de réciprocité mais valoriser la réciprocité elle-même au cœur des relations humaines. La réciprocité conduit à inventer d'autres formes de réciprocité que celles connues sous deux formes : « œil pour œil, dent pour dent » ou je te donne et tu me donnes. Cette sorte de réciprocité qui n'implique pas le retour permet aux hommes de se rencontrer parce qu'ils se reconnaissent capables de sympathie mutuelle. Bien comprise, la réciprocité est au service de l'homme. Plus simplement, la réciprocité est une autre façon de penser la solidarité et les liens entre les humains. Elle est une dimension constitutive de la personne humaine menacée par des conceptions erronées. Mal comprise, la réciprocité est souvent au service de la corruption.

La corruption financière est une perversion de la réciprocité à travers laquelle certains pensent qu'on ne peut pas donner sans recevoir ou donner à manger sans manger soi-même ou encore servir sans se servir soi-même (Cf. N. Y. Soédé, 2005, p. 177). Or, précise Jean-Paul II, ce que nous donnons, nous le « recevons en même temps de ceux qui l'acceptent de nous » (Jean-Paul II, DIM, 14, §3). Le bien fait aux autres est aussi un bien fait à nous-mêmes, à notre dignité, à l'humain qui est en nous. Il ne faut pas libérer les gens de la réciprocité car elle est constitutive de l'homme et à l'origine des civilisations. Il faut plutôt libérer la réciprocité de conceptions et d'erreurs qui l'avilissent. Par la réciprocité bien comprise, les hommes sont capables de faire advenir « la civilisation de l'amour ». Cela suppose qu'on sorte des conceptions de profit, d'égalité, d'équivalence et de rentabilité qui oublient ou négligent l'être humain. Ainsi, la corruption manifeste que les biens matériels appartiennent à ceux qui savent être injustes, malhonnêtes, profiteurs au détriment des autres. Mais cela ne correspond pas

à la dignité de l'homme. En effet ce qui caractérise l'homme, c'est le don désintéressé de lui-même. La réciprocité est une force positive qui invite l'autre à faire de même sans contrainte ni idée de dette négative.

La bonne réciprocité humanise l'homme et ses relations parce que chacun est capable de donner quelque chose, de faire du bien à autrui ou d'entrer en relation avec l'autre sans l'écraser ni l'anéantir. Le langage qui conviendrait n'est pas le retour du don mais le partage et l'interdépendance. Pour rompre avec la logique de la dette qui peut subsister dans la réciprocité, Dominique Greiner propose de changer la perspective maussienne développée en sciences sociales : il faut passer du « donner, recevoir, rendre » à « accueillir, remercier, demander et donner » (D. Greiner, 2015, p.115-127). Car cela correspond à la posture de l'homme qui doit s'ouvrir d'abord à l'accueil du don transcendant pour ensuite être capable de donner avec générosité.

La réciprocité est liée à la fraternité (DIM 14, §6). Il faut la réciprocité pour que l'amour puisse révéler son propre visage (DIM 14, §11). Elle vise les rapports mutuels entre les hommes, les liens, la solidarité fraternelle. Elle est différente de la réplique exigée dans les pratiques de corruption : *do ut des*, je donne pour que tu me donnes (P. Chaniel, 2008, p. 283). Il s'agit plutôt d'un marchandage qui éloigne de la réciprocité comme bien et force pour tous. En réalité, les rapports réciproques sont nécessaires pour l'unité du genre humain et la solidarité authentique, fraternelle. La réciprocité qui n'attend pas de retour exigé rime avec la gratuité, une autre dimension de l'anthropologie fondamentale.

2.2. La corruption, un poison pour la gratuité

Nous voulons montrer que la gratuité est une dimension anthropologique qui, malheureusement est souvent pervertie par le phénomène de la corruption. Pour le faire nous nous

appuyons sur Benoît XVI dans *Caritas in veritate*, 2009 (désormais CV).

Benoît XVI définit l'homme comme « un don de Dieu absolument gratuit » (CV, n°34, §1). En effet l'homme existe grâce à un don gratuit de Dieu et de ce fait il est marqué par la gratuité. Benoît XVI a vu juste quand il affirme la dimension importante de la gratuité pour l'homme en ces termes : « Si le développement économique, social et politique veut être authentiquement humain, il doit prendre en considération le principe de gratuité [...] » (CV, n°34, §2). Autrement dit, la gratuité fait partie des éléments fondamentaux qui définissent ce qui est vraiment humain. On reconnaît l'humain, épargné de la corruption ou de la perversion du don, à sa capacité de donner gratuitement sans contrepartie en vue d'aider, de soulager, de soutenir, de prendre soin d'autrui ou de l'aimer. Sans la gratuité, il manquerait quelque chose à l'homme, en particulier, la cohésion sociale, les liens, les relations fraternelles, le sens de l'humain et l'amour (cf. CV 35, §1). Don et gratuité sont liés dans leur origine en Dieu et dans leur actualisation historique. Ce que Dieu a fait gratuitement pour l'homme traduit ce qu'il est lui-même et ce à quoi l'homme est aussi appelé dans son humanisation : la gratuité. La gratuité, c'est le don désintéressé sans contrepartie recherchée ou exigée.

La corruption financière fait comprendre que la gratuité est chancelante, qu'il y a une recherche très forte de contrepartie dans les relations humaines. Car on ne fait rien pour rien et il n'y a rien de gratuit dans la logique du phénomène de la corruption. La corruption apparaît comme l'opposée de la gratuité ; elle diminue sa valeur et donc la dignité de la personne humaine. Un monde où tout se paie provoque des inégalités dans l'accès aux biens les plus élémentaires pour la vie, entraîne la domination et l'exploitation des plus pauvres, et donne un poids exagéré à l'argent en tant que moyen d'échange. La recherche de contrepartie, de l'équivalence ou de l'échange est différente du

don. Le don volontaire et gratuit vise le bien d'autrui alors que l'échange est fait en vue d'une contrepartie ou dans le cadre d'un contrat. Le phénomène de la corruption exclut la gratuité et ceux qui ne peuvent rien apporter ou donner, ceux qui ne peuvent rien rendre. Elle valorise la logique du donnant-donnant, de l'efficacité, de la rentabilité au détriment de l'amitié, de l'amour, de la fraternité et de la solidarité sociale. Ces valeurs au fondement des sociétés n'ont pas de prix. D'ailleurs, l'organisation sociopolitique et économique des sociétés montre que plusieurs fonctions ne sont pas directement rentables : l'éducation, la police, l'armée, la justice, la retraite sont en principe soustraits du domaine marchand. Ces fonctions ne relèvent pas de la rentabilité financière mais des conditions *sine qua non* pour que les activités rentables se déroulent dans le respect de la justice et des personnes (cf. A. G. Billon, 1999, p. 53). La société consent donc à une dimension de gratuité car elle se rend compte que le profit à tout prix ne fonctionne pas dans tous les domaines. Cependant, la conscience de cette réalité n'est pas évidente.

Dans l'univers de la corruption morale, le refus de la gratuité conduit à acheter ce qui ne devrait pas l'être, à acquérir ce à quoi on n'a pas droit, à fixer des prix sur les meilleures choses de la vie et à rendre tout marchandable. Le don du vote, par exemple, dans les élections démocratiques est gratuit ; mais il peut être acheté lorsque la soif du pouvoir et la cupidité rongent le donneur et le votant. De même, il arrive qu'on fasse des dons pour acheter des silences, des consciences, pour fermer des bouches et des yeux. Les massacres ou assassinats commandités montrent aussi que rien n'est gratuit. On peut payer un tiers pour tuer un adversaire. Enfin de compte, la corruption qui exclut la gratuité détruit la signification du don et de certaines valeurs sociales et humaines (justice, solidarité, compassion, vérité, intégrité, confiance) parce que la gratuité est une dimension essentielle du don et partant de l'homme.

Pour nous, le phénomène de la corruption révèle la gratuité constitutive de l'homme et de la création qui lui a été offerte. Elle démontre le manque de gratuité dans la société qui fait que certains mangent pendant que d'autres meurent de faim. Sans gratuité, certains profitent de la misère, de l'ignorance, de l'analphabétisme pour s'enrichir et piller les autres. Malheureusement, la gratuité est souvent mal vue par des citoyens. Elle est victime de soupçon comme le don. En effet les gens la considèrent comme un moyen de domination, d'humiliation ou comme un signe d'infériorité par rapport à celui qui donne, un signe de condescendance.

Pour résumer, retenons que la corruption est un poison pour la gratuité pour trois principales raisons : d'abord lorsque le marché et l'argent s'immiscent dans les relations sociales et permettent l'achat et la vente de tout bien. Ensuite, la corruption pervertit la gratuité lorsque nous vendons ce qui nous a été donné gratuitement rendant certains biens naturels et humains inaccessibles aux pauvres tels que la terre, l'eau, la lumière, les organes humains. Enfin, la corruption empêche l'expression de la gratuité quand on se coupe de sa source en Dieu. La réciprocité et la gratuité ont pour objet le bien de l'homme dans une vie sociale, politique et économique. On peut donc avancer que réciprocité et gratuité bien comprises visent la solidarité humaine contraire à la domination, à l'injustice, à l'exploitation et à la corruption.

2.3. La corruption, une atteinte à la solidarité

La solidarité peut être déviée pour servir des causes qui déshumanisent. En effet, la solidarité est souvent une stratégie corruptrice nourrie et entretenue dans l'hypocrisie pour les bassesses qu'elle permet. Nous allons montrer que la pratique de la corruption sape la valeur et l'importance de la solidarité dans les sociétés contemporaines. Nous nous inspirons de l'enseignement de *Laudato si'* (désormais LS).

Dans *Laudato si'* la solidarité n'est pas seulement fonctionnelle elle est constitutive de la nature humaine ; c'est une dimension anthropologique essentielle. Elle est un principe éthique en vue du service et du bien de l'être humain. Le pape Jean-Paul II a écrit dans l'encyclique *Sollicitudo rei socialis* que « la solidarité se réalise normalement selon l'ordre de la vérité et du bien » (SRS, n°33, §7). La solidarité dans le mal et le mensonge est déjà une corruption de sa nature et de sa fonction. En effet, par solidarité on peut faire le mal, couvrir l'injustice ou accepter une proposition de corruption financière. Cet aspect est souligné par le pape François à propos de la corruption qui influence le dialogue et la transparence dans les prises de décisions en faveur de l'environnement. Par solidarité avec des multinationales ou des pays amis, des hommes acceptent « des accords fallacieux au sujet desquels on évite information et large débat » (LS 182). Il existe toujours des gens qui sont solidaires d'autres hommes pour encourager des procédures, des décisions, des orientations qu'ils savent injustes, inefficaces ou moralement inacceptables ou pour dissimuler la vérité aux populations (cf. LS 184).

Au niveau des relations interpersonnelles, des réseaux de solidarité peuvent se mettre en place pour piller, corrompre et maintenir des inégalités sur lesquelles s'appuient leur fortune et leur bien-être. On utilise dans ce cas les relations à des fins de corruption. On transforme la relation de solidarité en relation de profit, d'extorsion ou de corruption. Dans les pratiques de corruption financière, nul ne peut être déclaré tout seul corrompu sans le corrupteur. Il y a toujours une complicité qui permet d'avoir ce à quoi on n'a pas droit. La corruption suppose une complicité parce que le fait de profiter tout seul d'un dossier, d'un projet ou d'un financement expose au risque d'être découvert ou dénoncé tout seul. D'où l'importance de la complicité pour embrigader d'autres personnes avec soi et rendre tout le monde coupable ou 'solidaire'. Cette manière

d'opérer conduit à ce que nous avons appelé ailleurs « engrenage de la corruption ». L'entretien de certains réseaux de relations fonctionne souvent comme une chaîne de solidarité dont on tire profit dès que les intérêts particuliers sont en jeu. C'est alors qu'on se sent dépendant les uns des autres. Le fondement de cette solidarité est le profit, l'intérêt ou l'individualisme.

Quand les pratiques de corruption sont facilitées par des réseaux de solidarité elles portent atteinte à la personne et à la famille, à la société locale et au pays (Cf. A. P. Kountè, 2016, p. 269). On se retrouve dans un engrenage de la corruption par manque d'engagement pour répondre aux besoins vitaux des gens. La corruption généralisée dans une société est le signe d'une absence de solidarité entre les hommes, chacun devant se débrouiller face aux difficultés de la vie. Les conséquences des atteintes à la solidarité se ressentent dans l'administration, dans la société civile et dans les relations interpersonnelles. La recherche de l'intérêt personnel provoque en effet la corruption ou rend les gens indifférents face aux besoins des plus nécessiteux. Sans la solidarité, on adopte des attitudes et des comportements dignes de ceux du marché qui affaiblissent le sens de la gratuité, de la réciprocité et surtout la dignité humaine.

Conclusion

Somme toute, la réciprocité, la gratuité et la solidarité ne sont pas seulement des réponses à la corruption mais elles viennent révéler aussi ce qui manque à l'homme et cependant fait son humanité en Afrique : ce sont des valeurs fondamentales. La corruption devient un signe révélateur de ce sur quoi il faut travailler. Elle apparaît donc comme une forme d'autodestruction de l'homme par l'élimination de ces réalités anthropologiques et morales chères aux Africains. Pour entrer dans un processus de réduction du phénomène de la corruption, il faudrait engager les gens dans un processus de changement,

« de retournement » et d'éducation morale à la découverte de la réciprocité, de la gratuité et de la solidarité comme des valeurs capitales d'humanisation intégrale. Ces valeurs sont nécessaires pour l'existence des autres valeurs humaines ou sociales telles que la confiance, l'égalité, le partage, la fraternité, le respect, la liberté, la religion, la vie. C'est en se référant à ces valeurs que ceux qui luttent contre les pratiques de corruption en Afrique pourront élaborer des programmes et des projets qui revalorisent l'homme comme un être de don devant se donner aux autres. Autrement dit, le combat contre la corruption se fera en prenant en compte ces valeurs qui traduisent notre humanité et notre vocation divine. C'est par l'éducation que les gens se laisseront ajuster à ces valeurs. Nous retenons enfin que c'est la faiblesse face à ces trois dimensions qui ouvre la porte à la corruption en Afrique et à des actes qui déshumanisent.

Cette contribution mériterait d'être prolongée et nous avons identifié un prolongement possible. En effet à travers la corruption on découvre des gens qui veulent réussir une vie dans des contextes pas faciles, pauvres, difficiles accès à des biens fondamentaux. Il faudrait donc s'interroger plus fondamentalement sur le sens d'une vie accomplie et de la prospérité : on a besoin d'un discours, de pratiques qui montrent que réussir c'est servir ses frères, et pas soi d'abord. Plus simplement, en quoi une *fratersophie* (une nouvelle sagesse sur la fraternité) pourrait être un remède à la corruption, et favoriser un accomplissement personnel dans le service des êtres humains ?

Références bibliographiques

- Autorité Supérieure de Contrôle d'État et de Lutte Contre la Corruption Au Burkina Faso (ASCE-LC), *Rapport général annuel d'activités [2010 – 2017]*, Ouagadougou.

- Benoît XVI (2009), *Lettre encyclique Caritas in veritate*, Paris, Pierre Téqui éditeur.
- Billon Alain Gérard (1999), *Ethique du partage*, Ramonville Saint-Agne, Editions Erès.
- Chaniel Philippe (2008), *La société vue du don. Manuel de sociologie anti-utilitariste appliquée*, Paris, éditions la Découverte.
- Greiner Dominique (2015), « Le don en christianisme : une éthique de la réciprocité et de la surabondance » in Luc Dubrulle, Fino Catherine., *Habiter le monde selon le désir de Dieu. Mélanges Médevielle*, Coll. « Théologie à l'Université », Paris, Desclée de Brouwer, pp. 115-127.
- Jean-Paul II (1980), *Lettre encyclique Dives in misericordia*, Paris, Pierre Téqui éditeur.
- Jean-Paul II (1987), *Lettre encyclique Sollicitudo rei socialis*, Paris, Pierre Téqui éditeur.
- Kountè Anselme Patrick (2016), *La lutte contre la corruption au Bénin : Etude des enjeux de la morale familiale pour une théologie politique en Afrique noire*, Thèse de doctorat en théologie, Institut Catholique de Paris.
- Mattéi Jean-François (2018), *Ethique et économie*, Paris, Éditions Manucius.
- Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (2004), *Convention des Nations unies contre la corruption*, New York.
- Pape François (2015), *Lettre encyclique Laudato si'*, Paris, Bayard/Cerf/Mame.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2015), « Politique du PNUD contre la fraude et les autres pratiques de corruption (« Politique anti-fraude du PNUD) », New York [en ligne].
- Réseau National de Lutte Anti-Corruption au Burkina Faso (REN-LAC), *Etat de la corruption au Burkina Faso. Rapport [2010 – 2017]*, Ouagadougou.

• Saintôt Bruno (2020), « Notre modèle devrait être revu en fonction d'une écologie globale », in *La Vie* n°3907 du 16 au 22 juillet, p.28-29.

• Sandel Michael (2014), *Ce que l'argent ne saurait acheter. Les limites morales du marché*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Christian CLER, Paris, Seuil.

• Soédé Nathanaël Yaovi (2005), « Griller des arachides sans en mettre à la bouche », in *Annales philosophiques de l'UCAO* 2005, n°2, Abidjan, pp. 175-192.

• Somé Kpèdomin Marc (2024), *Le phénomène de la corruption : une approche théologique. L'apport d'une anthropologie du don*, Ouagadougou, L'Harmattan.

• Walzer Michael (1997), *Sphères de justice. Une dépense du pluralisme et de l'égalité*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Pascal ENGEL, Paris, Éditions du Seuil.